

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP-10 DE LA CLD MARDI 18 OCTOBRE 2011

Au cours de la deuxième journée du segment de haut niveau, les délégués à la CdP 10 de la CLD ont conclu leur table ronde sur le traitement des questions de SETD en tant que pierre angulaire de l'économie verte, et ont tenu une table ronde sur la mobilisation des connaissances scientifiques en faveur de la lutte contre les phénomènes de SETD. Le Segment de haut niveau a terminé ses travaux par l'examen de "l'Initiative de Changwon" et des déclarations de la communauté du secteur du commerce et de l'industrie, des OSC et de la synthèse du président de la CdP 10. Les exposés présentés au Pavillon des Conventions de Rio ont été axés sur le thème "La participation des peuples autochtones et des communautés locales dans la gestion durable des terres." Des manifestations parallèles, le Forum de l'Industrie sur la gestion durable des terres, et des groupes de contact ont également eu lieu durant la journée.

LE SEGMENT DE HAUT NIVEAU

TABLE RONDE SUR L'ÉCONOMIE VERTE :

Les délégués ont repris leur table ronde sur la CLD dans le contexte de Rio +20 et de l'économie verte, animée par Kabelo Mafura, ministre des forêts et de la bonification des terres, Lesotho, et les représentants de 21 pays ont présenté des déclarations. De nombreux intervenants ont souligné les liens entre les phénomènes de SETD et la pauvreté, la sécurité alimentaire, la protection de la biodiversité et le changement climatique et ont appelé à une compréhension à la fois ample et inclusive de l'économie verte. D'autres ont mis en garde contre l'élargissement de la portée de la Convention.

S'agissant de l'ordre du jour de Rio +20, les orateurs ont souligné que les problèmes de SETD sont désormais reconnus comme étant de dimension mondiale et ont appelé à l'intégration de la GDT, y compris par les communautés vulnérables, dans les évaluations de la valeur réelle des services écosystémiques. Soulignant que "la nature n'est pas une immobilisation", un orateur a encouragé les parties à ne pas la traiter comme un ensemble de ressources qui peuvent être exploitées, modifiées, altérées, privatisées, commercialisées et transformées sans conséquences.

D'autres intervenants ont souligné que l'accent placé sur une économie verte englobe, entre autres : l'établissement d'un lien entre la gestion des forêts, de l'eau et de la terre ; la création d'emplois ; l'accès aux technologies, au savoir-faire et au renforcement des capacités ; le renforcement de la coopération sous-régionale dans le domaine de l'expansion des ceintures vertes ; les échanges Sud-Sud ; et l'apprentissage et la sécurisation de financements innovants pour l'amélioration de la GDT, en particulier au niveau local. Résumant la session, le coprésident Denis Lowe, ministre de l'environnement et du drainage, Barbade, a souligné que le programme de l'économie verte doit comprendre l'éradication de la pauvreté, l'emploi et la vulnérabilité des écosystèmes.

TABLE RONDE SUR LA CONNAISSANCE

SCIENTIFIQUE : La vice-présidente de la CdP 10, Sonia Gonzales Molina, Pérou, a présenté la troisième table ronde

sur la mobilisation des connaissances scientifiques en faveur de la lutte contre les problèmes de SETD. Le co-président de la session, Yin Hong, vice-ministre, Administration étatique des forêts, Chine, a parlé du passage de l'approche fondée sur la gestion des ressources à une approche fondée sur la gestion des écosystèmes, a attiré l'attention sur les liens entre la désertification et d'autres questions de développement, et a encouragé la sensibilisation du public quant à la réalité de ces liens. Le modérateur Timo Mäkelä, directeur, Affaires internationales, la vie et l'éco-innovation, Commission européenne, a attiré l'attention sur les plates-formes science-politique dans les deux autres Conventions de Rio. Dans son intervention thématique, Rattan Lal, Université de l'Ohio, États-Unis, a décrit le "trilemme" posé par les phénomènes de SETD, soulignant leurs causes, leurs effets et leurs conséquences. Il a appelé à une "révolution verte fondée sur les sols", et a mis en exergue la centralité des sols pour l'atténuation du changement climatique, la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'environnement.

Sherry Ayittey, ministre de l'environnement, de la science et de la technologie, Ghana, a souligné la nécessité d'un groupe intergouvernemental pour fournir des avis scientifiques aux décideurs politiques, et de mécanismes pour diffuser l'information aux personnes qui en ont besoin. Mohammed Al Shiha, vice-ministre de l'agriculture, Arabie Saoudite, a déclaré que le monde devrait s'unir pour lutter contre la désertification, et a appuyé l'établissement d'un groupe intergouvernemental chargé de fournir des avis scientifiques. Signalant que l'insuffisance de la science a affaibli le soutien en faveur de la CLD, William Dar, directeur général, International Crops Research Institute pour les zones tropicales semi-arides et ancien président du CST, a proposé que la Convention produise un "Rapport mondial sur la santé des terres", tous les cinq ans, et a suggéré que la Conférence scientifique de la CLD se tienne séparément du CST, avec un petit groupe de scientifiques devant rendre compte, ultérieurement, de ses conclusions au CST et à la CdP. Michel Jarraud, secrétaire général, Organisation météorologique mondiale (OMM), a souligné l'importance des avis scientifiques objectifs pour les décideurs, et a rappelé que l'OMM a créé des centres régionaux de surveillance de la sécheresse, en collaboration avec la CLD, et qu'elle organise des réunions régionales consacrées à la prévention des sécheresses.

Plusieurs délégations, dont l'ARGENTINE, l'ANGOLA, l'EQUATEUR et le GABON, ont encouragé la création d'un groupe scientifique, interdisciplinaire, intergouvernemental, indépendant sur les questions de SETD. Le BURKINA FASO a souligné la nécessité d'un soutien financier continu pour une telle plateforme. Au sujet de la portée de cette dernière, l'AFRIQUE DU SUD et la TANZANIE ont appelé la plate-forme à, entre autres : procéder à des évaluations régulières et à l'élaboration de synthèses sur l'évolution des problèmes de SETD ; combiner les connaissances modernes et traditionnelles ; et proposer des mesures visant à promouvoir les services écosystémiques et les sources d'énergie alternatives. L'ETHIOPIE a ajouté qu'un tel organe devrait élaborer une base de données consolidée et accessible sur les problèmes de SETD. ISRAEL a encouragé l'identification des lacunes qui existent dans les connaissances.

Soutenir le rôle de la CLD dans l'établissement de liens entre la science et la politique, les ETATS-UNIS ont encouragé l'appui sur les plates-formes disponibles et celles émergentes et, notamment, sur l'IPBES. Au sujet des incitations pour récompenser la participation dans la GDT, le délégué des PHILIPPINES a suggéré des "modalités de financement innovantes", y compris des paiements pour services écosystémiques. Le délégué de la THAÏLANDE a évoqué un exemple, vécu dans son pays, de participation des agriculteurs dans les activités de GDT. Le VIET NAM et l'EGYPTE ont appelé la communauté internationale, les donateurs et le FEM à assurer des ressources suffisantes pour la mise en œuvre de la Convention et de la lutte contre les problèmes de SETD. Le Koweït a annoncé qu'il organise une conférence sur les tempêtes de sable du désert, plus tard cette année. Le RWANDA a signalé le récent achèvement de son plan-directeur national sur l'occupation des terres, soutenue par la réforme foncière.

Résumant la table ronde, le coprésident Abdeladim Lhafi, Haut Commissaire aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification, Maroc, a réitéré le caractère multi-facettes et dynamique des problèmes de SETD et a appelé la communauté scientifique à compiler des indicateurs d'ordre global et des synthèses de politiques pertinentes pour soutenir la gestion des risques posés par la sécheresse.

L'INITIATIVE DE CHANGWON : Younghyo Ha, vice-ministre, service coréen des forêts, République de Corée, a présenté le projet de texte de l'Initiative de Changwon (ICCD/COP(10)/MISC.5/Rev.3), soulignant qu'elle est une contribution, à la CdP 10 de la CLD, de la République de Corée, en sa qualité de Président de la CdP 10. Il a mis en relief ses trois composantes : le renforcement du processus scientifique de la Convention ; la mobilisation des ressources et la facilitation des partenariats et la promotion des meilleures pratiques et, l'établissement du "Land for Life Award".

Soutenant l'initiative, l'Algérie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a convenu que la CLD est prête pour un changement de paradigme, comme en témoigne l'initiative de Changwon. L'INDONÉSIE, les EMIRATS ARABES UNIS, la CHINE, l'ARABIE SAOUDITE, l'INDE, le PEROU et les PHILIPPINES ont également apporté leur soutien à l'initiative.

Le Costa Rica, au nom du GRULAC, a pris note du document et a appelé à son amélioration. Soulignant que l'Initiative de Changwon n'est pas un document de négociation et signalant que certains travaux seraient nécessaires avant qu'elle puisse être un texte accepté, l'ARGENTINE s'est jointe au GRULAC et a soutenu l'initiative.

Faisant part de leur appui à l'objectif de l'initiative, la SUISSE et les ETATS-UNIS se sont dits préoccupés au sujet des chevauchements entre un tel comité scientifique et les initiatives scientifiques disponibles, telles que le Partenariat mondial pour la protection des Sols, de la FAO. Le BRESIL et les ETATS-UNIS ont déclaré que la portée de la CLD sur les zones arides, semi-arides et sèches subhumides sèches doit être respectée. La POLOGNE a proposé plutôt de s'appuyer sur les plateformes existantes que d'établir un nouvel organe scientifique.

Apportant son soutien à l'Initiative, le KENYA a déclaré que les organes scientifiques existants ont déjà établi le mandat et attributions, et qu'il n'est probablement pas possible de leur demander d'examiner d'autres questions. Le BURKINA FASO a fait l'éloge de l'initiative de Changwon pour sa recherche à mobiliser la participation du secteur privé. Le KOWEÏT a fait part de son espoir de participer à l'Initiative au niveau régional. La TURQUIE a soutenu l'initiative dans le cadre de la création de synergies pour la réalisation d'une économie verte. L'organisation Les Amis de la Terre, au nom des OSC, a accueilli favorablement l'initiative de Changwon, mais a souligné la nécessité d'une reconnaissance plus explicite du rôle des OSC.

LES DECLARATIONS DE CLOTURE : Moon Kook-hyun, président du Forum du secteur du commerce et de l'industrie sur la GDT, a présenté les résultats du 1er ce premier Forum. Il a présenté une déclaration de la communauté du secteur du commerce et de l'industrie, contenant cinq piliers, dont la sensibilisation du secteur privé de l'importance des questions foncières et de SETD, et a exhorté les gouvernements à mettre en place de nouvelles politiques et incitations pour la GDT. Déplorant la baisse de la participation des OSC dans la CLD, le Fonds social "Socium" pour le soutien et la réalisation des initiatives des Jeunes, Kirghizistan, au nom des OSC, a déclaré que les OSC ont lancé une initiative visant à établir une plate-forme des OSC, qui va constituer une entité pour un "partenariat et un dialogue significatifs" avec les parties prenantes de la CLD, et améliorer la mise en œuvre de la Convention.

Le président de la CdP 10, Lee, a clos le débat de haut niveau qui, a-t-il indiqué, a impliqué 156 pays. Il a souligné que le segment a examiné et "a pris note avec satisfaction" de l'Initiative de Changwon proposée. Le BRESIL a demandé des copies de la synthèse du président, des travaux du segment.

LES GROUPES DE CONTACT

LES PLANS DE TRAVAIL ET BUDGET : Ce groupe s'est réuni l'après-midi et, dans un esprit de collaboration, a achevé la première lecture des programmes et budget du MM (2012-2013). Certaines questions ont été soulevées concernant les frais de personnel. En ce qui concerne le budget du Secrétariat, certains ont indiqué que l'efficacité doit être améliorée et que des économies pourraient être faites. Les parties élaboreront une liste des articles où ils croient que des économies pourraient être réalisées et le Secrétariat soumettra ses observations sur les implications des économies proposées.

LE PROCESSUS ITERATIF : Ce groupe a achevé ses travaux sans s'accorder sur le texte final de son projet de décision sur les synergies avec d'autres conventions. Lors d'une séance nocturne, le groupe a également procédé à un échange de vues préliminaire sur un projet de décision portant sur la collaboration avec le FEM, avant d'ajourner ses travaux pour permettre aux parties de mener des concertations supplémentaires. Le groupe va poursuivre les discussions sur cette décision, mercredi, après quoi, il prendra la décision sur le processus d'évaluation de mi-parcours.

LE MM : Le matin, le groupe s'est accordé sur les paragraphes du préambule du projet de décision. Dans l'après-midi et jusqu'à une heure tardive de la soirée, les participants se sont accordés sur les paragraphes opérationnels consacrés : au transfert de la représentation juridique du MM, du FIDA au Secrétariat ; au secrétaire exécutif (SE) assumant la responsabilité de la gestion générale, y compris, la coordination des rapports sur la comptabilité, la performance et les activités du MM, à soumettre à la CdP ; à l'assurance que tous les comptes et le personnel gérés par les MM sont administrés par le Bureau des Nations Unies à Genève (ONUG) ; et au SE chargé de coordonner, avec le soutien du personnel de direction et du Secrétariat du MM et d'autres, selon ce qu'il convient, les activités touchant aux plans de travail conjoints et de l'identité d'entreprise, et de rationaliser la gestion financière. Le groupe se réunira de nouveau, mercredi matin.

QUESTIONS EN SUSPENS DU CP : Avec les amendements qui ont suivi les précisions apportées par le conseiller juridique sur la cohérence des formulations des décisions, ce groupe s'est accordé sur un projet de décision portant sur l'élection des membres du bureau du CST. Au cours de l'examen du projet de décision relatif à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, les participants ont discuté des liens entre la décision et la stratégie de communication, des amendements à apporter aux demandes du Secrétariat et aux implications financières. Les délégués se sont également interrogés sur les conséquences financières des actions figurant dans le projet de décision concernant l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de communication globale. Les négociations sur les décisions se sont poursuivies dans la soirée, et une réunion informelle est prévue mercredi matin.

DANS LES COULOIRS

Alors que les discussions du Segment de haut niveau ont réaffirmé les engagements des parties à traiter les problèmes de SETD, des difficultés ont subsisté pour les délégués négociant les détails des décisions. Certains participants ont souligné l'inadéquation des échelles d'action et l'attente de voir ces difficultés expliquées. Des contrastes ont été notés entre ceux qui étaient focalisés sur la détermination de ce qu'une convention multilatérale pouvait faire pour établir un cadre international et ceux qui étaient favorables à une catalyse de l'action au niveau local, et entre ceux qui sont venus à la CdP 10 souhaitant des résultats ambitieux et ceux qui avaient des instructions de se concentrer sur la minimisation des coûts. Alors que ceux qui sont enclins à voir le verre à moitié plein ont mis l'accent sur l'importance des manifestations parallèles, en tant que preuve du pouvoir de la CLD à réunir, le camp "du verre à moitié vide" a remis en question la capacité des parties à parvenir à des compromis significatifs. Dans l'intervalle, un certain nombre de délégués à l'œil vif ont émis des conjectures sur les implications de l'ajout de boîtes de café express froid dans le compartiment réservé aux boissons gratuites dans les réfrigérateurs situés autour du lieu de conférence, et se sont demandé si un relaxant plutôt qu'un excitant n'aiderait pas mieux à parvenir à un consensus.